



Sri Lanka

SCORE DE L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE

Dans quelle mesure les politiques nationales du Sri Lanka axées sur l'engagement des hommes et des garçons sont-elles transformatrices en matière de genre ?



MenEngage Alliance

working with men and boys for gender equality

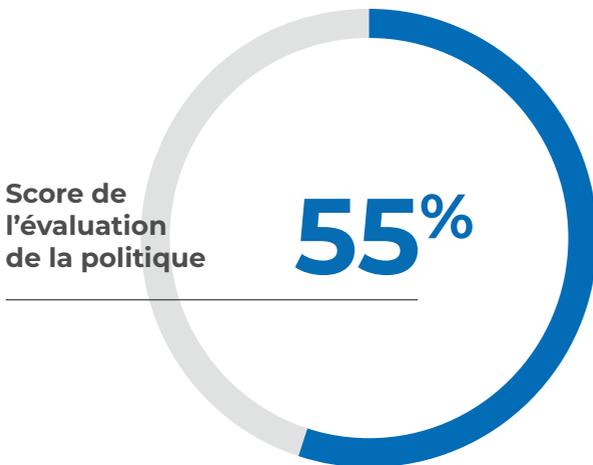
fj FemJust
Feminist Solutions towards Global Justice

Un examen de la **politique nationale** du Sri Lanka :

Cadre politique et Plan d'action national pour la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (VSS) au Sri Lanka (2016-2020)

Score de l'évaluation de la politique :

Le projet politique a fait l'objet d'une consultation nationale publique, qui a impliqué la société civile, des agent.e.s de l'État, des agences des Nations unies, ainsi que les médias et le secteur privé. Cependant, il ne contient pas de données au niveau national, en raison de l'absence d'un système approprié pour traiter les informations et les données sur les VSS. Dans l'ensemble, la politique et les stratégies du Sri Lanka ont tendance à tenir compte de la dimension de genre/à intégrer la dimension de genre, plutôt que d'adopter une perspective transformatrice en matière de genre.



Ce document fait partie d'une série d'examen des politiques menés par FemJust et l'Alliance MenEngage.

Pour en savoir plus sur la méthodologie utilisée pour examiner cette politique et la manière dont vous pouvez l'utiliser pour tenir pour responsables les décideurs et les institutions chargées de la mise en œuvre des politiques, du niveau national au niveau mondial, veuillez consultez le site menengage.org/advocacy.

La politique a été évaluée de manière indépendante, à travers un cadre méthodologique d'évaluation ayant pris en compte une série de critères spécifiques. Des données qualitatives et quantitatives ont été collectées à partir d'entretiens, d'examen de documents et de réponses à des enquêtes.

Les personnes interrogées lors des entretiens comprennent des s activistes féministes, LGBTQI et activistes de la jeunesse, ainsi que des représentant.e.s du gouvernement et des Nations unies et des chercheurs.euses. Pour en savoir plus sur la méthodologie et les résultats détaillés pour le Sri Lanka et les autres pays évalués, consultez le site menengage.org/advocacy.

www.menengage.org

CE DOCUMENT
EST UNE
ÉVALUATION DE
LA POLITIQUE:

Cadre stratégique et plan d'action national pour la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (VSS) au Sri Lanka (2016- 2020)

LES DATES DE LA
POLITIQUE:

2016-2020

CADRE:

Politique nationale du Sri Lanka

POLITIQUE
ÉLABORÉE PAR:

**Ministère des Affaires des
femmes et des enfants**
(soutenu par le Programme des Nations
unies pour le développement, PNUD),
Programme de renforcement de
l'application de la loi, de l'accès à la justice
et de l'intégration sociale (Strengthening
Enforcement of Law, Access to Justice and
Social Integration Programme, SELAJSI).

Quels aspects de la politique ces outils méthodologiques vous aident-ils à analyser ?

La politique sera analysée en fonction de son alignement sur les cadres suivants, pris en compte pour toutes les phases du processus politique :

1.
Analyse féministe
intersectionnelle

2.
Approche basée sur
les droits humains

3.
Modèle socio-
écologique

L'approche de la politique en matière d'engagement des hommes et des garçons par le biais d'un processus féministe de la politique est évaluée en fonction de quatre axes :



Quels sont les critères d'une politique transformatrice en matière de genre ?

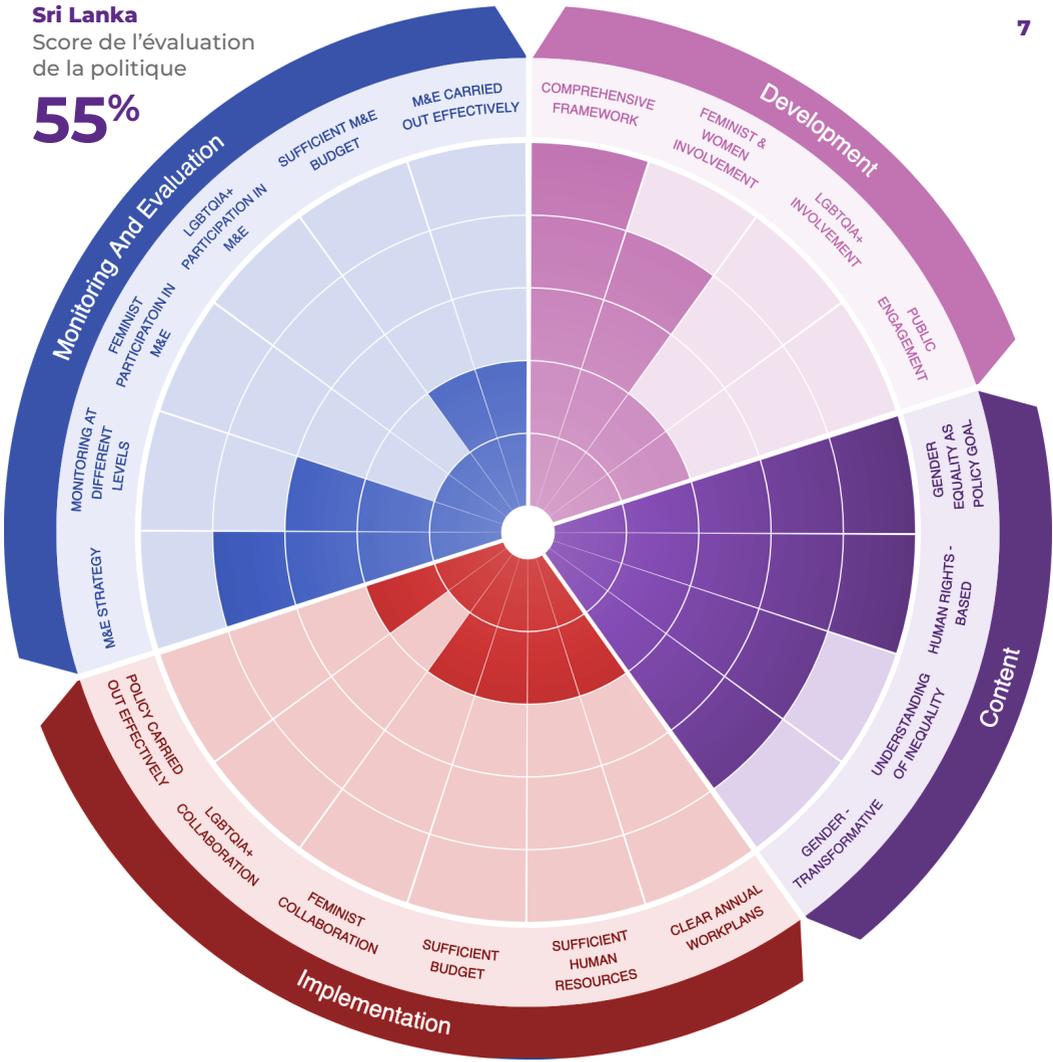
Une politique transformatrice en matière de genre vise à : démanteler les normes sociales et de genre nuisibles et oppressives, à créer de nouvelles normes positives pour toutes les identités et expressions de genre et à redistribuer les formes de pouvoir et de privilèges liées au genre et aux autres formes intersectionnelles de pouvoir et des privilèges. Elle met également en pratique les principes des droits humains de participation, d'autonomisation, de redevabilité et de transparence et met l'accent sur les personnes les plus touchées et les plus marginalisées, entre autres.

Elle conceptualise et analyse de manière appropriée le problème sur lequel elle se concentre – par exemple, l'inégalité entre les genres ou la violence basée sur le genre et les effets néfastes sur la santé sexuelle et reproductive. Cette conceptualisation implique l'identification des déséquilibres de pouvoir créés par les normes et les stéréotypes de genre et les modalités dont ceux-ci s'entrecroisent avec d'autres formes d'oppression. Elle ne perpétue pas les normes et stéréotypes de genre existants dans son cadrage, ses hypothèses ou ses stratégies.

Elle reconnaît le leadership des mouvements féministes et queer et les implique de manière significative à toutes les étapes du processus de la politique, de la conception jusqu'à la mise en œuvre et l'évaluation. De manière fondamentale, une politique transformatrice en matière de genre est redevable envers toutes les personnes qui ont été historiquement opprimées par les normes patriarcales, la discrimination et la violence, y compris les filles, les femmes, les personnes transgenres, non-binaires et queer.



Lorsqu'une politique transformatrice en matière de genre implique les hommes et les garçons, elle vise une société, des institutions sociales et politiques et un cadre politique plus justes en matière de genre. Des stratégies spécifiques convoquent ces aspects et permettent la reconnaissance et le démantèlement des rapports de pouvoir et des privilèges patriarcaux par le biais d'une approche féministe intersectionnelle. Les stratégies visant l'engagement des hommes et des garçons ne fonctionnent pas de manière autonome, mais font partie d'un cadre stratégique compréhensif visant à parvenir au changement et à l'égalité de genre.



Ce graphique montre la force de la politique en termes de conception théorique et de pratiques féministes intersectionnelles, à travers 20 critères de cotation. Les critères sont regroupés en quatre domaines, offrant un guide visuel rapide qui permet de déterminer si la politique a été élaborée de manière solide, ainsi que d'avoir un aperçu de la mise en œuvre et du suivi et de la force de son contenu. Les scores reflètent une évaluation approfondie des preuves et des entretiens, selon un cadre de cotation standardisé.

Pour en savoir plus, consultez le site www.menengage.org/advocacy.



Points forts

- ▲ Cette politique reconnaît que les norme, pratiques sociales et culturelles discriminatoires sont aux fondements des relations de pouvoir inégales entre les genres et qu'elles contribuent à la violence sexuelle et basée sur le genre. La politique accorde la priorité, entre autres, aux changements d'attitude, à la promotion des relations positives entre les genres, à la remise en question des stéréotypes sexistes, à l'engagement des hommes pour la dénonciation de la violence sexuelle et basé sur le genre et à la responsabilité des auteur. e.s de violences.
- ▲ La politique reconnaît que la violence sexuelle et basée sur le genre représente une violation des droits humains et elle convoque les concepts d'égalité (dans ses objectifs principaux), de participation (par exemple, l'implication des groupes de femmes), de transparence (par exemple, le retour d'information du public) et de redevabilité (par exemple, le renforcement des systèmes de données et d'information).
- ▲ L'élaboration de la politique a impliqué une vaste consultation au niveau communautaire, par le biais des structures existantes des différents ministères qui atteignent le niveau du terrain. Ceci est le seul processus politique évalué dans lequel les consultations ont atteint le niveau du terrain. Les groupes féministes ont été impliqués dans le processus d'élaboration de la politique en tant que membres des comités techniques et des consultations.





Points faibles

- ▼ Les organisations LGBTQI n'ont pas été impliquées de manière formelle dans le processus d'élaboration de la politique en raison de la criminalisation et de la discrimination.
- ▼ La mise en œuvre de la politique est faible, notamment en raison de l'absence de plans de travail annuels, de ressources humaines suffisantes et qualifiées, d'une ligne budgétaire spécifique, d'une collaboration avec les groupes féministes et LGBTQI et à cause de l'absence d'une volonté politique.
- ▼ Il n'y a pas un système gouvernemental ou un système de financement pour assurer un suivi et une évaluation efficaces de la politique. Les institutions des Nations Unies dans le pays ont commencé à développer des mécanismes de suivi au cours de la dernière année de la période d'application de la politique.



L'histoire moderne du Sri Lanka, marquée par les conflits armés, la militarisation et la violence politique, a conduit à une culture de la violence et de l'impunité qui a exercé une influence profonde sur la VBG. En 2015, un rapport sur la violence contre les femmes et les filles, rédigé par une commission nommée par le chef de l'opposition, a été rendu public et a commencé à modifier le discours national sur la VBG.

La politique adopte une approche à trois volets pour lutter contre les VSS : la prévention, l'intervention et le plaidoyer politique. Des stratégies spécifiques relatives à la mobilisation des hommes et des garçons sont intégrées dans huit des neuf plans sectoriels.



MenEngage Alliance
working with men and boys for gender equality

fJ FemJust
Feminist Solutions towards Global Justice

« La plupart des efforts se sont concentrés sur l'engagement des hommes et des garçons et beaucoup moins sur le changement des structures et la remise en cause du patriarcat et de l'homophobie. »

ACTIVISTE FÉMINISTE

Quel est le contexte d'émergence de la politique ?

L'histoire moderne du Sri Lanka, marquée par les conflits armés, la militarisation et la violence politique, a conduit à une culture de la violence et de l'impunité qui a exercé une influence profonde sur la VBG. Avec la fin de la guerre civile en 2009, un sentiment nationaliste a commencé à prévaloir, ce qui a aggravé les attitudes patriarcales. Les décideurs politiques et les représentant.e.s du gouvernement ne souhaitaient pas promouvoir un engagement progressiste des hommes et des garçons en faveur de l'égalité des genres, car ils considéraient que cela diminue la valeur des hommes et remet en cause leur pouvoir masculin ; ils ne comprenaient pas la stratégie ou ses avantages et étaient investis dans le maintien de l'ordre patriarcal.

Avant l'élaboration du Cadre politique et du Plan d'action national pour la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (VSS) au Sri Lanka (2016-2020) (ci-après « Plan d'action »), plusieurs organisations et réseaux, dont le Forum national contre la VBG¹, CARE International, Promundo, le FNUAP et le PNUD, avaient mené des recherches, des formations, des campagnes et d'autres activités liées à l'engagement des hommes et des garçons en faveur de l'égalité des genres et contre la VBG. En 2014, l'Alliance MenEngage a été lancée dans le pays et a commencé à mener un travail visant à sensibiliser le gouvernement et la société civile sur la stratégie d'implication des hommes et des garçons pour l'égalité des genres. En 2015, un rapport sur la violence contre les femmes et les filles, rédigé par une commission nommée par le chef de l'opposition, a été rendu public et a commencé à modifier le discours national sur la VBG. Le plaidoyer des activistes, des groupes féministes et d'autres membres de la société civile a conduit à un changement dans

1. Le Forum national contre la VBG est un collectif de plus de 50 agences comprenant le gouvernement, les Nations Unies, des organisations non gouvernementales nationales et internationales, des organisations communautaires et des expert.e.s dans le domaine. Sous le leadership du FNUAP, qui assure la présidence, le Forum est désormais la plateforme nationale pour la coordination du plaidoyer et des actions collectives contre la VBG au Sri Lanka.



l'approche du gouvernement au regard de son travail sur l'égalité de genre, la VBG et l'engagement des hommes et des garçons. Ces éléments ont créé de manière conjointe un environnement propice à la rédaction du Plan d'action.

Le processus d'élaboration du Plan d'action a permis d'approfondir la compréhension de la stratégie d'engagement des hommes et des garçons en faveur de l'égalité de genre des principaux responsables du ministère des Affaires des femmes et des enfants (MAFE). L'expertise des consultant.e.s recruté.e.s pour rédiger le Plan d'action, ainsi que l'engagement des groupes et activistes féministes, des OSC travaillant sur l'engagement des hommes et des garçons et des agences des Nations unies y ont contribué. Cependant, le chemin reste encore long à parcourir pour que les fonctionnaires, les OSC et le public acquièrent une compréhension approfondie des masculinités et de l'importance de l'engagement des hommes et des garçons en faveur de l'égalité de genre.





Comment s'est déroulé le processus de conception de la politique ?

Le MAFE a dirigé le processus global d'élaboration de la politique, avec le soutien technique et financier du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Au total, neuf ministères ont dirigé la rédaction des plans et budgets sectoriels inclus dans la politique ; pour cela, ils ont formé des comités techniques, inclusifs au regard des représentant.e.s d'autres ministères pertinents, d'agences d'État, d'agences des Nations unies, d'ONGI et d'OSC nationales.

Les informateurs clés ont indiqué qu'une consultation approfondie au niveau communautaire avait été menée en vue de l'élaboration de la politique : le MAFE dispose d'une structure solide qui touche les communautés sur le terrain, y compris les Sociétés des femmes et les agent.e.s de développement des femmes, qui ont été consulté.e.s pour évaluer les besoins. D'autres ministères ont également des agent.e.s dans les districts et les divisions administratives, qui sont en lien avec les communautés, et il leur a été demandé de mener la consultation à tous les niveaux. Ceci est le seul processus politique évalué dans lequel les consultations ont atteint le niveau du terrain. Le PNUD a priorisé cette consultation et lui a alloué des fonds. Les OSC ont contribué à la sensibilisation au processus d'élaboration de la politique. Des groupes féministes et de jeunes ont participé aux comités techniques et aux consultations. La représentation des communautés queer a été limitée, car les responsables du processus craignaient que le Plan d'action ne soit rejeté si on les incluait explicitement.

Le projet politique a fait l'objet d'une consultation nationale publique, qui a impliqué la société civile, des agent.e.s de l'État, des agences des Nations unies, ainsi que les médias et le secteur privé. Des recommandations ont été formulées au cours de cette consultation. Le PNUD a examiné les indicateurs inclus dans les plans sectoriels et a fourni des commentaires. Le projet politique a été révisé, les plans sectoriels ont été ratifiés par les ministères responsables et le cabinet a approuvé le Plan d'action.



Comment les masculinités sont-elles abordées par le contenu de la politique ?

Le Plan d'action vise à « contribuer à diminuer toutes les formes de violence sexuelle et sexiste à l'encontre des femmes, des hommes, des filles et des garçons, qui ont lieu dans les sphères publiques et privées, et à créer un espace sans violence, plus sûr, où la dignité humaine et l'égalité des droits sont garanties pour tous ». Il reconnaît que les normes et pratiques sociales et culturelles discriminatoires sont aux fondements des relations de pouvoir inégales entre les genres et qu'elles contribuent à la violence sexuelle et basée sur le genre. Il reconnaît également que la VSBG est une violation des droits humains. En outre, il reconnaît que les femmes constituent un groupe non homogène, avec des expériences et des besoins divers, et tente de tenir compte de cette diversité dans les plans sectoriels.

Le Plan d'action résume les lois et politiques nationales qui interdisent ou qui abordent la « discrimination fondée sur le genre » et la VSBG, par exemple la Constitution, la Charte des femmes de 1993 et le Plan d'action national pour les femmes (2014). Toutefois, il n'analyse pas les lois ou les politiques susceptibles de perpétuer directement ou indirectement la discrimination basée sur le genre et les inégalités entre les genres. La politique n'inclut pas de données au niveau national, en raison de l'absence d'un système approprié pour traiter les informations et les données sur la VSBG. Elle inclut un accent sur le renforcement des systèmes de données et d'information. Elle s'appuie également sur les dernières données disponibles, le cas échéant, portant par exemple sur la VSBG dans les différentes industries ou institutions d'enseignement ou sur la VSBG contre les enfants.

La politique adopte une approche à trois volets pour lutter contre la VSBG : la prévention, l'intervention et le plaidoyer politique. La prévention comprend les changements d'attitude, la sensibilisation juridique, la promotion des relations positives entre les genres, la remise en cause des stéréotypes sexistes et l'engagement des hommes pour la dénonciation de la violence sexuelle et sexiste. L'intervention comprend la création d'une offre de

services et d'hébergements temporaires pour fournir des services et une protection aux survivant.e.s et à leurs enfants, un soutien psychosocial et d'autres formes de soutien, ainsi que l'obligation de la responsabilisation de l'auteur.e de la violence. Le plaidoyer politique comprend la promulgation des politiques, des lois et des règlements, l'instauration de pratiques et de normes pour lutter contre la VSBG, le réexamen des lois et politiques actuelles et le renforcement des systèmes de recherche et de données.

Le Plan d'action affirme que « l'engagement des hommes et des garçons pour la remise en cause des stéréotypes et de la discrimination basés sur le genre et la promotion des masculinités équitables et non violentes » est une stratégie importante dans la lutte contre la VSBG. Des stratégies spécifiques relatives à l'engagement des hommes et des garçons sont intégrées dans huit des neuf plans sectoriels. Des exemples éloquentes portent sur :

**SECTEUR DE L'ÉDUCATION :**

- « La sensibilisation aux questions de genre et l'autonomisation des étudiants et étudiantes pour prévenir et combattre la violence sexuelle et sexiste et le bizutage lors des rites d'initiation »
- « Le changement d'attitude et de comportement pour éliminer la VSBG, les stéréotypes de genre et la discrimination de genre dans les domaines techniques »

**SECTEUR DE LA SANTÉ :**

- « Assurer une éducation pré-nuptiale sur le genre, la violence sexuelle et sexiste et la santé, afin de promouvoir des relations saines »

**SECTEUR DE L'AUTONOMISATION ET DE LA PRÉVENTION :**

- « Travailler avec les hommes et les garçons pour promouvoir des valeurs positives vers une tolérance zéro de la VBG »
- « Renforcer la réponse de la police à la VSBG et renforcer les capacités des Bureaux de la police pour les enfants et les femmes et des unités de police dans les hôpitaux »



Dans l'ensemble, la politique et les stratégies ont tendance à tenir compte de la dimension de genre/à intégrer la dimension de genre, plutôt que d'adopter une perspective transformatrice en matière de genre. L'accent est mis sur la sensibilisation et la prise de conscience, mais pas sur la transformation des normes de genre et des relations de pouvoir dans la société et dans les institutions sociales et politiques. Toutefois, les initiatives ne manquent pas : la société civile a mis en avant des approches féministes, fondées sur les droits et qui sont transformatrices en matière de genre, dans les comités et les consultations, et certains ministères ont également mis l'accent sur ce point (tandis que les autres n'avaient qu'une compréhension très limitée de l'égalité de genre). Certains groupes ont opposé une résistance aux analyses féministes et des droits humains, y compris à l'analyse des masculinités. En fin de compte, on a veillé à ce que la politique ne soit pas trop progressiste, afin de s'assurer qu'elle serait approuvée. Par exemple, au lieu d'affirmer explicitement que les lois criminalisant l'activité sexuelle entre personnes de même sexe devraient être abrogées et que le viol conjugal devrait être criminalisé, la politique indique qu'il est « essentiel d'examiner les politiques et les lois actuelles pour explorer les lacunes et les domaines qui doivent être renforcés et d'harmoniser les juridictions. »

Le Plan d'action prévoit des rapports d'activité réguliers, ainsi que des rapports de suivi. Les plans sectoriels comprennent des indicateurs qualitatifs et quantitatifs. Cependant, la majorité des indicateurs sont quantitatifs, par exemple le nombre de réunions organisées, de personnes ayant bénéficié d'une formation et le matériel diffusé, entre autres. Les indicateurs qualitatifs comprennent l'introduction de lois, le débat sur les projets de loi, la mise en place de structures/mécanismes institutionnels et le développement des directives et des procédures. Les plans ne comprennent que des indicateurs de résultats et aucun indicateur pour les processus. Le Plan d'action prévoit une évaluation à mi-parcours en 2018 et une évaluation finale en 2020.





Dans quelle mesure la politique a été mise en œuvre?

Le Sri Lanka dispose d'un certain nombre de politiques nationales liées à l'égalité de genre, notamment la Charte des femmes de 1993, la loi sur la prévention de la violence conjugale de 2005, le Plan d'action soutenant la loi sur la prévention de la violence conjugale, le Plan d'action national pour les femmes de 2014, les Lignes directrices pour un code sur le harcèlement sexuel, et le Cadre politique et le plan d'action national pour lutter contre la VSBG 2016-2020. Cependant, le pays connaît une histoire où les plans se traduisent peu en action.

Le Plan d'action stipule un Comité de pilotage de haut niveau sera mis en place pour fournir une orientation politique et des conseils sur les liens entre les secteurs, et ce Comité sera composé de secrétaires des principaux ministères concernés, de représentants des agences des Nations unies, des OSC et d'experts techniques. Le Comité de pilotage se réunira deux fois par an et sera présidé par le secrétaire du MAFE ». Le Plan d'action indique également que « pour garantir la mise en œuvre effective du plan par les secteurs respectifs et les agences concernées, un Comité de suivi de la mise en œuvre sera créé sous la direction du secrétaire adjoint (développement) du MAFE. Les neuf ministères clés seront représentés au sein du Comité par des hauts fonctionnaires nommés par les secrétariats de ces ministères. Le rôle du Comité de mise en œuvre est de développer des plans annuels basés sur le Plan d'action national pour la lutte contre les violences sexuelles et sexistes 2016-2020, d'assurer une mise en œuvre efficiente de ces plans, de suivre les progrès, de résoudre les problèmes le cas échéant et de faciliter l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation finale. Le Comité de mise en œuvre se réunit tous les trimestres et soumet des rapports d'avancement pour chaque plan sectoriel à destination du MAFE et du secrétaire du ministère concerné. »

Les informateurs clés ont souligné que certains ministères ont fait preuve de progrès notables, tandis que d'autres n'ont pas assuré un suivi et une mise en œuvre suffisants depuis que le Plan d'action a été approuvé. La

question de la redevabilité est essentielle à ce sujet. La responsabilité de la mise en œuvre de chaque plan sectoriel incombe à un ministère différent, qui n'est pas redevable : le ministère de tutelle du plan d'action, le MAFE, n'a pas un pouvoir politique important et, par conséquent, il ne peut exiger la redevabilité au regard de la mise en œuvre de la part des autres ministères ; souvent, les ministres ne disposent pas d'une connaissance satisfaisante en matière de VSBG et d'égalité de genre, laissent la mise en œuvre aux responsables de niveau intermédiaire, tout en ne surveillant pas leurs progrès. Le dernier point souligne un autre défi clé, qui concerne le niveau de connaissances et d'engagement des individus au sein du gouvernement et le remplacement des personnes compétentes et engagées, en raison d'un changement d'administration ou du départ à la retraite de certaines personnes.

Le système des Nations unies, les ONGI et les OSC nationales ont pris des mesures pour soutenir la mise en œuvre du plan d'action. En 2018, le PNUD a assuré des formations en matière de genre sur la VSBG et la mise en œuvre du Plan d'action, pour tous les ministères. Le FNUAP a également développé récemment un tableau de bord en ligne pour enregistrer les progrès de la mise en œuvre du Plan d'action. Les deux agences ont mené des actions de sensibilisation sur la VSBG et sur le Plan d'action auprès du gouvernement et des communautés. L'Alliance MenEngage Sri Lanka et le Forum national contre la VBG ont soutenu la mise en œuvre du Plan d'action par le biais de formations, de programmes sur le terrain et en jouant le rôle d'observateur de l'avancement du Plan d'action, *inter alia*.



Quelles sont les modalités de financement des objectifs et des activités de la politique ?

Le Plan d'action dispose d'un budget total d'environ 2 000 millions de roupies srilankaises (équivalant à environ 13,5 millions de dollars américains en 2016). Les informateurs clés ont souligné que les ministères responsables de la mise en œuvre ont été modestes dans leur budgétisation, car ils n'avaient pas de budgets préalables pour travailler sur le genre et voulaient être réalistes quant à ce qu'ils pouvaient collecter et dépenser et craignaient que le Parlement puisse ne pas approuver la politique si les budgets proposés étaient perçus comme trop importants.

Tous les ans, chaque ministère demande des fonds au Trésor public pour mener à bien ses plans de travail. Il est difficile de suivre le montant des fonds alloués à la mise en œuvre du Plan d'action, car les ministères peuvent avoir demandé des fonds pour des postes budgétaires existants, comme le développement de programmes d'études, plutôt que pour la « mise en œuvre du plan d'action sur la VSBG ». Outre le Trésor public, des fonds ont été collectés auprès d'institutions donatrices, comme le système des Nations unies et Oxfam, entre autres. Les organisations de la société civile pouvaient également lever des fonds pour leur travail visant à faire avancer la mise en œuvre du Plan d'action. Par exemple, L'Alliance MenEngage a collecté des fonds auprès de donateurs comme la Banque asiatique de développement pour mettre en œuvre les sections du Plan d'action axées sur l'implication des hommes et des garçons. Grâce à ces fonds, ils ont élaboré et piloté des manuels de formation, notamment en assurant des formations pour des fonctionnaires au sein des ministères.



La politique a-t-elle bénéficié d'un suivi et d'une évaluation?

Le gouvernement sri-lankais n'a pas accordé la priorité de manière systématique au suivi, à l'évaluation et à l'analyse d'impact du Plan d'action. Les ministères chargés de la mise en œuvre des plans sectoriels ont préparé un nombre de rapports trimestriels sur l'état d'avancement en 2017-2018 et ceux-ci ont été publiés en ligne. Cependant, une évaluation à mi-parcours n'a pas été réalisée en 2018, comme cela était prévu dans le Plan d'action. Le Plan d'action ne comporte pas de données de référence ni d'objectifs, sans lesquels le suivi et l'évaluation de son impact ne peuvent être assurés de manière systématique. Le tableau de bord de suivi récemment élaboré par le FNUAP peut générer des données qui pourraient servir de base de référence pour un plan actualisé après 2020.

De manière anecdotique, le processus d'élaboration du Plan d'action a directement contribué à une plus grande prise de conscience et à une transformation institutionnelle de divers ministères. Par exemple, avant de participer à la rédaction du Plan d'action, le ministère des Politiques Nationales et des Affaires n'avait pas pris en compte le lien entre la VSBG et son mandat ou n'avait pas beaucoup interagi avec les groupes de défense des droits des femmes et d'autres organisations de la société civile. Après avoir participé au processus d'élaboration de la politique, le personnel clé des différents ministères a une meilleure compréhension des questions portant sur l'égalité de genre. Il est nécessaire que cette compréhension soit plus répandue parmi tous les fonctionnaires et agent.e.s du gouvernement.

Un examen plus approfondi des autres études de cas

Dans le cadre de cette initiative, nous avons évalué d'autres politiques nationales, notamment:

| | |
|--------------------|---|
| Costa Rica | Política nacional para la atención y la prevención de la violencia contra las mujeres de todas las edades Costa Rica 2017-2032 (Politique nationale sur l'élimination et la prévention de la violence à l'égard des femmes de tous âges 2017-2032). |
| République tchèque | Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes en République tchèque 2014-2020 |
| Indonésie | Règlement gouvernemental n° 61/2014 sur la santé reproductive |
| Mexique | Estrategia Nacional para la Prevención del Embarazo en Adolescentes (Stratégie nationale pour la prévention de la grossesse chez les adolescentes) |
| Rwanda | Politique nationale de lutte contre la violence sexiste, 2011 |
| Sri Lanka | Cadre politique et Plan d'action national pour la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (VSS) au Sri Lanka (2016-2020) |
| Trinité-et-Tobago | Politique nationale sur le genre et le développement : livre vert, 2018 |
| Turquie | Plan d'action national contre la violence à l'égard des femmes (2016-2020) |

Thèmes transversaux dans les fiches d'évaluation

Certains thèmes clés se retrouvent dans toutes les fiches d'évaluation pays:

De manière presque systématique, les **inégalités basées sur le genre** ne sont pas entièrement comprises, particulièrement en ce qui concerne la manière dont les normes patriarcales conduisent au contrôle social de la sexualité, des comportements sexuels, du corps et des identités de genre et la manière dont cela entraîne l'oppression et la violence, non seulement à l'égard des femmes, mais aussi à l'égard des hommes queer et transgenres, des personnes intersexes et non binaires.

Un décalage entre les objectifs déclarés d'une politique et sa **mise en œuvre** sur le terrain, qui peut être faible, voire inexistante, peut souvent être observé. Il arrive même qu'une politique solide ait été adoptée, mais que le gouvernement mine activement l'égalité de genre et les droits des femmes et des personnes LGBTQI à travers ses actions.

Les **groupes et organisations LGBTQI** sont la plupart du temps absents des processus de conception, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques axées sur l'égalité de genre, la violence basée sur le genre et la santé sexuelle et reproductive.

Dans l'ensemble, les **ressources humaines et financières** sont insuffisantes pour une mise en œuvre efficace des politiques examinées. Bien souvent, les budgets nationaux ne disposent pas d'un système et/ou de la transparence nécessaires pour assurer le suivi des fonds alloués à la mise en œuvre des politiques spécifiques.

Presque toutes les politiques incluent des **stratégies transformatrices en matière de genre** visant à mobiliser les hommes et les garçons, un accent sur le changement des connaissances, des attitudes et du comportement des hommes et des garçons, une remise en question des normes sociales et des stéréotypes oppressifs, l'adoption par les institutions sociales des programmes et politiques transformateurs en matière de genre, ainsi que le renforcement du cadre juridique et politique en faveur de l'égalité de genre.

La plupart des politiques disposent de mécanismes de redevabilité adéquats, sous forme de **stratégies de suivi et d'évaluation** ; toutefois, le financement et les activités sont insuffisants. En outre, les indicateurs qui doivent permettre le suivi des progrès sont souvent quantitatifs et axés sur les réalisations ou les résultats, plutôt que sur les processus ou l'impact.

Vous souhaitez appliquer ce cadre méthodologique à une politique nationale, régionale ou mondiale?

Le paquet méthodologique est un outil visant à soutenir les efforts des membres de l'Alliance MenEngage et d'autres défenseur.e.s de la cause des femmes pour faire avancer les politiques et les programmes transformateurs en matière de genre.

Le paquet méthodologique, en tant que ressource d'accompagnement des études de cas et des fiches d'évaluation, peut être utilisé et adapté pour analyser d'autres politiques nationales, régionales ou mondiales.

Le processus et les ressources pour reproduire ces initiatives sont consultables sur le site web menengage.org/advocacy.

